

Après le “de Gaulle circus” devant la tombe du Général, quelques vérités



Ils étaient « presque » tous présents devant la tombe de De Gaulle, ce 9 novembre 2021, qu'ils en profitent car, dans quelques décennies, leurs enfants ou petit-enfants, seront en djellabas et porteront le niqab, quand ils se rendront à Colombey-les-deux-mosquées.

Ils sont presque tous présents, au garde à vous devant la tombe du général De Gaulle, ce 9 novembre à Colombey-les-deux-Eglises. Il n'y aura pas Marine, devenue gaulliste depuis peu, son père, Jean-Marie ne lui pardonnerait pas, lui qui fut son plus ardent adversaire, elle a préféré se « dissimuler » à Bayeux. Il n'y aura pas non plus Eric Zemmour, mais il est vrai que « tous » n'apprécient pas le même De Gaulle que le sien.

Il est vrai aussi qu'il y a plusieurs De Gaulle : le De Gaulle d'avant 1940, le De Gaulle de Londres derrière son micro, le De Gaulle de la libération, proche des communistes et de l'épuration, le De Gaulle contre les Américains, contre une certaine idée de l'Europe, contre l'OTAN, l'ONU, contre les Arabes, mais pour la décolonisation, mais également contre leur migration vers la France, mais aussi contre les Pieds Noirs « qui auraient dû se faire massacrer sur place » et, enfin, contre « ces révolutionnaires en carton-pâte » de mai 68, sur lesquels il envisageait de « faire tirer ».

De Gaulle, et ses « vertus économiques » (Il payait son électricité, ses notes de restaurants, etc.), mais était-il vertueux également sur certaines autres dépenses ?

Sur ce sujet, justement, et selon les sondages, une majorité de Français ne ferait plus confiance aux « politiques » qu'ils propulsent, par leurs votes, à l'Assemblée Nationale, au gouvernement et même à la présidence de la République. Ils estiment, paraît-il, que ces « gens-là » ne leur disent pas la vérité, toute la vérité.

Sont-ils réellement inconscients au point de croire un seul instant que des « politiques » vont leur dire « la vérité » ?

Eric Zemmour, qui pourtant se plaît à encenser « un certain De Gaulle », a eu l'honnêteté de dénoncer les « fonds secrets » utilisés très largement par le « général », pour entretenir sa police parallèle, le « SAC » et ses « Barbouzes », lors d'un récent débat.

Puisqu'il est question donc du « vertueux » De Gaulle, voici quelques vérités de « ses » ministres :

Roger Frey, ministre de l'Intérieur, devant l'Assemblée Nationale, le 7 mai 1966 : *« J'affirme solennellement, et une fois pour toutes, qu'il n'y a pas de police parallèle et qu'il faut que cessent ces calomnies odieuses, ces racontars déshonorants, ces histoires de barbouzes qui n'ont même pas le*

mérite d'être drôles. »

Raymond Marcelin, ministre de l'Intérieur, sur RTL, le 7 juin 1969 : *« Les barbouzes ? Les polices parallèles ? C'est une légende qui a la vie dure. Pour ma part je n'en tolèrerai aucune. »*

Georges Pompidou, président de la République, par réponse écrite au député de la Mayenne, André Davoust : *« Il convient de mettre un terme avec la plus grande netteté aux insinuations scandaleuses selon lesquelles le gouvernement entretiendrait et emploierait des polices parallèles. »*

Donc c'est une certitude, ils vous l'ont juré, ils l'ont affirmé, *« Il n'y a jamais eu de polices parallèles »*. Le SAC *n'a jamais existé et il n'y a jamais eu de « Barbouzes »*, paroles de vos ministres, de politiciens !

La preuve de ces mensonges d'Etat a été apportée par le rapport de la Commission parlementaire d'enquête de l'Assemblée Nationale, présidée par Alain Haudecoeur, en date du 10 mars 1982 (*Voir mon livre « J'accuse De Gaulle », page 232 et les suivantes*).

Suivi, quelques mois plus tard, par la décision de dissoudre le SAC, prise par le président François Mitterrand, en date du 3 août 1982, après la « tuerie » d'Auriol, dans les Bouches-du-Rhône.

Selon Constantin Melnik, conseiller spécial de Michel Debré sur les polices parallèles et les « Barbouzes », il y aurait eu environ 500 assassinats entre 1958 et 1962, notamment 135 en 1960 et 103 en 1961, dont une bonne douzaine d'hommes politiques.

L'école de formation du SAC se situait à Saint-Germain-en-Laye et le financement de cette organisation parallèle était contrôlé par Jacques Baumel, secrétaire général de l'UNR, et André Rives, futur député.

Vertueux, économe, De Gaulle ! Pas sur le nombre de ses victimes : de Pucheu à Bastien-Thiry, la liste est longue et, sans doute, incomplète.

Certes, ces preuves indéniables de « mensonges d'Etat » remontent à quelques décennies mais, très sincèrement, pouvez-vous croire un seul instant qu'il n'existe plus rien de « parallèle » autour des politiciens qui nous gouvernent ?

Manuel Gomez